



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-36180>

Département(s) de publication : **75, 92, 94, 78**

Annonce n° **24-36180**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ile de France Mobilités

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité régionale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le suivi des études de Schéma de Principe

**Description** : Le présent marché porte sur une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi et l'expertise des études de Schéma de principe, s'agissant de la maîtrise des nuisances du projet tant en phase travaux qu'en phase exploitation. Il s'agit d'éviter ou de réduire ces nuisances à la source, de réduire l'exposition des riverains et des usagers du territoire aux nuisances inévitables, et de maîtriser les impacts sur les fonctionnalités en surface (plan de circulation, dessertes riveraines, etc.).

**Identifiant de la procédure** : 60693c24-2d74-42a4-86d5-b99b05f29fe3

**Identifiant interne** : 2023-039

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 71300000 Services d'ingénierie

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 71311200 Services de conseil en matière de systèmes de transport

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 260,000 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 2,000,000 EUR

### 2.1.4 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

**Informations complémentaires** : Le présent marché comporte une clause d'incompatibilité dans le règlement consultation. En effet, le titulaire du marché des études de schéma de principe ainsi que toute entreprise qui lui est liée ne peut être attributaire du présent marché. Chaque candidat ou chaque groupement devra réunir les compétences nécessaires suivantes : • ouvrage d'art / génie civil pour la réalisation des ouvrages en souterrains en milieu urbain dense, si possible pour des infrastructures de transport ; • management de projet et planification. Le chef de projet est l'interlocuteur privilégié d'Île-de-France Mobilités, qui participera à l'ensemble des revues de projet, des comités techniques et des réunions techniques à enjeux avec les partenaires du projet. Il devra disposer au minimum de 10 ans d'expérience dans la conception de projet de TCSP en milieu urbain, dont 5 ans pour des infrastructures en souterrain. Afin d'obtenir le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), le candidat est tenu de compléter l'annexe 0 du RC sur la confidentialité. L'estimation du marché pour une période de 12 mois est de 65000€ HT. Le montant maximum par période de reconduction est de 500 000 €HT. Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution visées par l'article L.2112-2 du Code de la commande publique. Clauses environnementales  
Clause papier : Tous les documents livrables devront être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format.pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent). Le marché comporte une clause stagiaire dans le RC et le CCAP exigeant que le titulaire s'engage à proposer un stage au minimum de deux mois, par tranche de 100 000 € HT, et à minima un stagiaire par an. Le marché comporte en outre, une clause de prestations similaires.

**Base juridique** :

Directive 2014/24/UE

Conformément aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, le présent marché est un accord-cadre mono attributaire exécuté par bons de commande.

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Corruption :

Paiement des cotisations de sécurité sociale :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Participation à une organisation criminelle :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

Paiement d'impôts et taxes :

Faillite :

## Section 5 - Lot

### 5.1 Lot : LOT-0001

**Titre** : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le suivi des études de Schéma de Principe

**Description** : Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi et l'expertise des études de Schéma de principe, s'agissant de la maîtrise des nuisances du projet tant en phase travaux qu'en phase exploitation. Il s'agit d'éviter ou de réduire ces nuisances à la source, de réduire l'exposition des riverains et des usagers du territoire aux nuisances inévitables, et de maîtriser les impacts sur les fonctionnalités en surface (plan de circulation, dessertes riveraines, etc.).

**Identifiant interne** : 2023-039

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 71300000 Services d'ingénierie

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 71311200 Services de conseil en matière de systèmes de transport

#### **Options** :

**Description des options** : Le présent accord-cadre est passé pour une durée ferme de douze (12) mois, à compter de sa notification. Il peut être reconduit trois (3) fois, pour une période de douze (12) mois sans que son délai global ne puisse dépasser quarante-huit (48) mois. La reconduction est tacite et le(s) titulaire(s) ne peut la refuser. Si l'acheteur prend la décision de ne pas reconduire le marché, il adresse au(x) titulaire(s) sa décision de non-reconduction, par lettre recommandée avec accusé de réception, deux (02) mois avant le terme initial du marché. En cas d'atteinte du montant maximum de la période initiale en cours d'exécution, la reconduction peut être anticipée par décision expresse de l'Acheteur adressée au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception qui constate l'atteinte du maximum hors taxe de la période considérée et fixe la date de reconduction de l'accord-cadre. L'anticipation de la seconde période ne peut avoir pour conséquence ni d'augmenter le nombre total de période ni d'augmenter leur durée qui est de 12 mois maximum. La durée globale de l'accord-cadre ne peut en aucun cas dépasser quarante-huit (48) mois

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : Clamart

**Code postal** : 92000

**Subdivision pays (NUTS)** : Hauts-de-Seine ( FR105 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** : Lieu d'exécution : Paris, Clamart

### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début** : 01/08/2024

**Date de fin** : 31/03/2025

### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 260,000 EUR

### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés** : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : Autre

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Description** : - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du soumissionnaire et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (3) dernières années ; - indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public ; - Une liste des principaux projets effectués au cours des trois (3) dernières années pour chaque candidat/chaque membre du groupement ou sous-traitant indiquant : objet et montant des prestations, montant des travaux, date de réalisation, destinataire, missions accomplies, rôles et responsabilités du membre présentant la référence. Il est recommandé que cette partie soit sous format A4 et n'excède pas 5 pages A4 recto/verso ; Parmi les références, sélection de 4 références maximum par membre du groupement faisant l'objet d'une fiche détaillée, pour chacune (il est recommandé 3 pages A4 (recto) et une page A3 (recto) par fiche maximum) en fonction de la pertinence au regard des enjeux de la présente consultation. Chaque fiche présentera des visuels de l'opération concernée. L'acheteur recommande que le nombre total de références détaillées pour l'ensemble du groupement n'excède pas 15. Le groupement devra présenter au moins une référence relative à une expérience significative pour un projet d'aménagement d'ouvrage d'art / génie civil en souterrain. o Présentation sous forme synthétique (le cas échéant schématique) de l'organisation générale, et de la répartition des compétences (complémentarité). Il est recommandé que cette présentation se fasse sur deux pages A3 (recto) maximum. Cette présentation comprendra un tableau récapitulatif indiquant, pour chaque domaine de compétence, les références permettant de vérifier que le candidat dispose de la compétence. Les

principaux services mentionnés au cours des trois dernières années sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur de l'opérateur économique.

**Critère :**

**Type :** Autre

**Description :** Le soumissionnaire peut choisir de présenter sa candidature : - Soit sous la forme du document unique de marché européen (DUME) en remplissant les différentes parties de ce dernier en indiquant les éléments mentionnés au 11.2.1 du RC - Soit en fournissant les déclarations du candidat (DC1, DC2, DC4) en fournissant les documents mentionnés au 11.2.2 du RC Le candidat qui s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature doit les mentionner dans son formulaire DC 2 (rubrique E) ou dans son DUME et produire, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution des prestations (DC 2 et documents annexés ou DUME). Sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Formulaire DUME ou formulaire DC2, complété, daté ou à défaut les éléments ci-dessous sur support adéquat : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du soumissionnaire et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois (03) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; NB : Chiffre d'affaires annuel minimal du candidat au moins égal à 200 000 € HT au cours des 3 derniers exercices disponibles. Pour le cas d'un groupement, ce chiffre d'affaires s'apprécie pour l'ensemble des membres du groupement et non pour chaque membre du groupement. - Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Description :** - pouvoir(s) habilitant le signataire à engager le soumissionnaire individuel ou chaque membre du groupement ; - formulaire DUME ou DC1, complété, daté et signé ou à défaut : - déclaration sur l'honneur datée pour juger qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-16 du Code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. NB : la signature de la lettre de candidature n'est pas requise - Lorsque le soumissionnaire est en redressement judiciaire, le soumissionnaire produit la copie du ou des jugements prononcés ;

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Les modalités de calcul des points de la valeur économique sont les suivantes : Note= 40 x (offre moins disante / offre du soumissionnaire concerné).

NB : le prix de l'offre est établi sur la base du montant TTC du DQE

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Critère 2 (C2) - Compréhension du projet et de ses enjeux pour ce qui relève de l'objet du présent marché

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 15

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Critère 3 (C3) : Méthodologie proposée pour la réalisation des prestations

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 15

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Critère 4 (C4) - Ressources et organisation du candidat pour la réalisation des missions

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

#### 5.1.11 Documents de marché

**L'accès à certains documents de marché est restreint**

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** FRA

**Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles :** FRA

**Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante :**

[https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?](https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_j00hzj13Ox)

PCSLID=CSL\_2024\_j00hzj13Ox,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** [https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL\\_2024\\_j00hzj13Ox](https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_j00hzj13Ox)

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Non autorisée

**Description de la garantie financière** : Le versement de l'avance est conditionnée par la constitution d'une garantie à première demande.

**Date limite de réception des offres** : 02/05/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre** : 8 MONTH

**Conditions du marché** :

**Un accord de confidentialité est requis**

**Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité** : Cf : Annexe du règlement de la consultation, annexes du CCAP et de l'Acte d'Engagement

**Facturation en ligne** : Requise

**Le paiement en ligne sera utilisé**

**Informations relatives aux délais de recours** : Recours possibles : Avant la signature du marché : - Un référé précontractuel (art. L. 551-1 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat. Après la signature du marché : - Un référé contractuel (art. L. 551-13 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 551-7 et suivants du Code de Justice Administrative ; - Un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'Etat, 4 avril 2014, n°358994, Département de Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivant la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre** :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique** :

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation** : Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou litiges

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché** : Ile de France Mobilités

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché** : Ile de France Mobilités

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal administratif de Paris

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement** : 17750005500013

**Département** : Paris

**Adresse postale** : 7 Rue de Jouy

**Ville** : 75004

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-paris@juradm.fr

**Téléphone** : +33144594400

**Adresse internet** : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Ile de France Mobilités

**Numéro d'enregistrement** : 28750007800020

**Adresse postale** : 41 rue de chateaudun

**Ville** : Paris

**Code postal** : 75009

**Pays** : France

**Adresse électronique** : ramatou.aoudi-diallo@xn--iledefrance-mobilits-t2b.fr

**Téléphone** : +33187052324

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Comité Consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou litiges

**Numéro d'enregistrement** : 177 500 006 00024

**Département** : Préfecture de la région Île-de-France Préfecture de Paris

**Adresse postale :** 5 Rue Leblanc

**Ville :** PARIS CEDEX 15

**Code postal :** 75911

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** ccira@paris-idf.gouv.fr

**Téléphone :** +33182524267

**Adresse internet :** <http://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis :** 694f6cc9-4f10-4f1a-be05-2e9e58682bb1 - 01

**Type de formulaire :** Mise en concurrence

**Type d'avis :** Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis :** 26/03/2024 à 17:23

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible :** français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 26/03/2024